



Rania, réfugiée au Liban, attend d'être enregistrée. Elle vit dans une chambre avec cinq de ses enfants, tous des garçons. Deux de ses filles sont en Jordanie et une en Syrie. Photo : Luca Sola/Oxfam

# DÉPASSÉS PAR LES BESOINS

## L'échec de la communauté internationale à répondre à la crise humanitaire qui s'aggrave en Syrie

Le coût humain du conflit syrien a dépassé toutes les prévisions. En janvier, l'ONU annonçait 1,1 million de réfugiés d'ici juin. En avril, ils sont déjà 1,3 million. En Syrie, 6,8 millions de personnes luttent pour survivre et sont dans le besoin d'une aide d'urgence.

Or, alors que le nombre de réfugiés ne fait qu'augmenter l'argent nécessaire pour leur venir en aide commence à faire défaut. Les appels de l'ONU n'ont permis de mobiliser que la moitié des fonds requis, ce qui empêche d'apporter l'aide nécessaire à toutes les personnes qui en ont besoin.

La communauté internationale n'a pas su s'accorder sur un objectif commun pour mettre fin au conflit violent qui fait rage en Syrie. Elle n'a pas su non plus — et c'est honteux — fournir une aide suffisante pour soutenir les victimes les plus vulnérables du conflit. Sans une augmentation massive de l'aide dès aujourd'hui, des millions de Syriens seront privés de nourriture, d'eau, d'abri et de soins médicaux, pourtant indispensables. Les États donateurs, dans la région aussi bien que ceux de l'OCDE, doivent de toute urgence intensifier leur aide et se préparer à donner plus encore alors que les besoins s'accroissent et, malheureusement, que la crise humanitaire syrienne se poursuit.

# INTRODUCTION

Peu de crises humanitaires sont aussi évitables et tragiques que la crise syrienne. Les actions autant que l'attentisme délibéré de beaucoup ont transformé en deux ans un pays a priori stable en catastrophe humanitaire.

Cette crise ne prendra pas fin tant que les grandes puissances de la région et du monde ne se seront pas mises d'accord pour faire pression sur toutes les parties du conflit afin d'exiger la paix. Cet échec de la communauté internationale au cours des deux années sanglantes qui viennent de s'écouler est aujourd'hui dramatiquement aggravé par son incapacité à pourvoir des fonds suffisants afin de répondre à la crise humanitaire.

L'argent seul ne suffit jamais. Il est plus que jamais urgent de mettre fin à la violence. Par ailleurs, il est absolument essentiel de surmonter les obstacles pour venir en aide aux personnes isolées par les barrages et la violence en permettant aux organisations humanitaires d'accéder sans entrave aux personnes touchées par le conflit en Syrie et en assurant une aide humanitaire à plus grande échelle au-delà des frontières.

Avant tout, le minimum nécessaire serait d'assurer un financement adéquat afin de répondre à l'urgence humanitaire pour les millions de Syriens pris en tenaille entre la guerre et leurs besoins, en Syrie comme dans les pays voisins. C'est la requête désespérée qu'Oxfam entend des réfugiés dans les camps auprès desquels l'ONG intervient ainsi que dans les rassemblements au Liban et en Jordanie.

En janvier 2013, lors de la Conférence des donateurs pour la Syrie organisée au Koweït, les Nations unies ont demandé aux États de répondre à l'appel à dons pour les réfugiés et pour la Syrie pour un montant de 1,5 milliard de dollars (s'élevant aujourd'hui à 1,6 milliard). Selon les chiffres de l'ONU, les appels combinés pour la Syrie et les réfugiés ne sont financés qu'à 52 % et ce, même après que le Koweït et d'autres États ont réalisé de nouveaux dons importants à la mi-avril ; nouveaux dons qui n'ont apporté qu'une « bouffée d'oxygène », d'après le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés.<sup>2</sup>

Le double appel de l'ONU pour la Syrie, destiné à couvrir les besoins humanitaires et à soutenir les réfugiés syriens dans la région, reste malheureusement sous-financé. Bien que certains États aient donné de grosses sommes en dehors des appels à dons, le manque d'informations transparentes implique qu'il est très difficile de savoir qui sont les bénéficiaires de cette aide, où il pourrait y avoir des doubles financements, et comment acheminer l'aide à ceux qui ont désespérément besoin de nourriture, d'eau, d'installations sanitaires et d'abris, quels que soient leur groupe ethnique, leur religion ou leur affiliation politique.

Parallèlement, les Syriens sont de plus en plus nombreux à fuir leur pays et leur besoin d'une aide vitale ne cesse de s'accroître. Le Liban, qui accueille avec la Jordanie la plupart des réfugiés, a, dans un temps remarquablement court, reçu un nombre de réfugiés, proportionnellement à sa population, équivalent à 50 millions de Syriens arrivant dans les pays de l'UE ou à 30 millions de réfugiés arrivant aux États-Unis. Sans une assistance internationale bien plus importante, cette situation n'est ni juste ni viable.

Aujourd'hui, l'aide est ridiculement inadaptée. Sans une augmentation massive de celle-ci, le pays sera bientôt submergé par des besoins croissants.

*On nous fait des promesses et des promesses, mais nous n'obtenons rien. Ma famille vit de pain et d'huile.*

Fatima,<sup>1</sup> réfugiée au Liban, avril 2013

*Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé « à toutes les parties de garantir un accès sûr et sans entrave » aux organisations humanitaires dans toutes les régions syriennes et le retrait urgent des barrières administratives et des autres obstacles, notamment pour permettre une aide humanitaire au-delà des frontières conformément aux principes humanitaires.*

Communiqué de presse du CSONU, 18 avril 2013

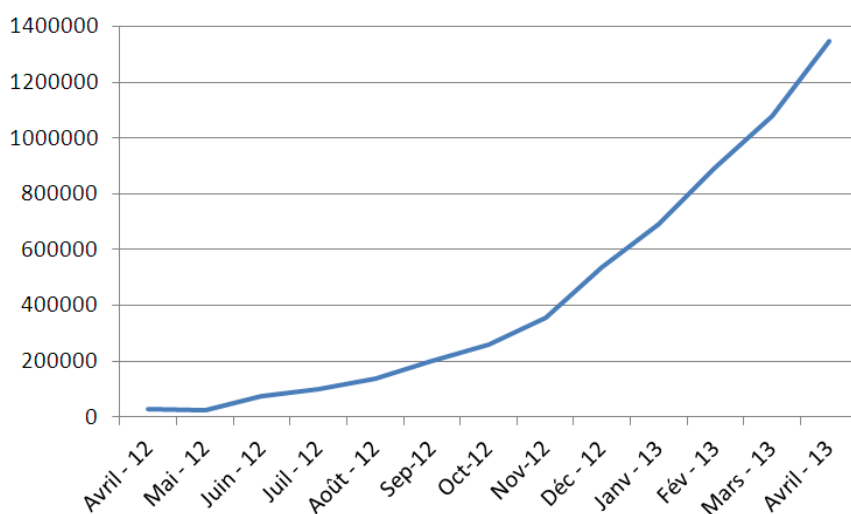
*Les besoins ne cessent de s'aggraver alors que notre capacité à y répondre diminue, en raison de l'insécurité et d'autres limitations pratiques, sans compter les contraintes budgétaires. Nous sommes dangereusement près, peut-être à peine à quelques semaines de suspendre une partie de notre aide humanitaire.*

Valérie Amos, Coordonnatrice des secours d'urgence et les chefs des agences humanitaires des Nations unies, 15 avril 2013

# UN NOMBRE DE REFUGIÉS SANS CESSER CROISSANT ET DES BESOINS VERTIGINEUX

Au cours du premier trimestre de l'année 2013, le nombre de réfugiés syriens a plus que doublé. En janvier, le HCR a recensé 500 000 réfugiés alors qu'il y a aujourd'hui plus de 1,3 million de personnes réfugiées dans les pays voisins (Jordanie, Turquie, Liban, Irak et Egypte) dont 50% d'enfants.<sup>3</sup> En mars uniquement, au moins 250 000 personnes ont fui le pays.<sup>4</sup> Selon certaines prévisions, d'ici fin 2013, le Liban pourrait compter 1,2 million de réfugiés.<sup>5</sup>

**Figure 1 : Nombre de réfugiés d'avril 2012 à avril 2013<sup>6</sup>**



Source : UNHCR

Parallèlement, plus de 4 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été déplacés en Syrie, sur les 6,8 millions de personnes au total nécessitant une aide d'urgence.<sup>7</sup> Eux aussi ont fui le conflit et les violations des droits de l'Homme commises par le gouvernement et les forces d'opposition et enregistrées par Amnesty International.<sup>8</sup> Le nombre de personnes fuyant le conflit ne cesse d'augmenter à mesure que la violence perdure. Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, mars 2013 s'est avéré le mois le plus meurtrier<sup>9</sup> depuis le début du conflit.

Ces réfugiés et déplacés internes ont peut-être échappé à la mort, mais ils sont confrontés à des pénuries de plus en plus importantes de biens de première nécessité. Tous les jours, le HCR enregistre 7 000 nouveaux réfugiés, dont la plupart ne possède rien d'autre que les vêtements qu'ils portent sur eux.<sup>10</sup> Deux tiers des réfugiés enregistrés vivent dans des communautés locales.<sup>11</sup> Malgré le soutien généreux de ces communautés d'accueil, les réfugiés luttent pour survivre face au manque d'eau, aux loyers trop élevés et au manque d'argent pour soigner les maladies chroniques. Dans deux ou trois pièces s'entassent parfois jusqu'à 20 réfugiés.<sup>12</sup>

*Ma maison a complètement disparu. Ils ont détruit tout le quartier. Je n'ai plus de maison où retourner ni de magasin où travailler.*

Jamal, 41 ans, réfugié arrivé en Jordanie, avril 2013.

*Nous entendions les bombes et les tirs, les tanks, les grenades et les missiles. J'avais peur pour ma fille. Notre seul choix, c'était de quitter la Syrie.*

Samira, réfugiée au Liban, avril 2013

## Une maison, pas un foyer

Ibrahim, 40 ans, réfugié syrien, vit dans une maison délabrée à Mafraq, en Jordanie, avec sa femme, leurs cinq fils, de 6 à 12 ans, et leur fille de 13 mois.

« Avant la guerre, j'avais un marché. Je gagnais de l'argent pour mes enfants et moi. Un missile a détruit ma maison. Elle a brûlé et j'ai conduit mes enfants hors du pays. Pour vivre ici, j'ai besoin d'argent et je n'en ai pas. Je suis sans emploi et ne peux pas travailler. J'ai un bébé qui a besoin de couches. Je cherche une maison, mais elles coûtent toutes 150 JD (211 \$). »

Pour ceux qui vivent dans les camps de réfugiés, les conditions sont également difficiles. Tous les jours, plus de 2 000 nouveaux réfugiés arrivent au camp de Zaatari, en Jordanie, qui a déjà accueilli plus de 100 000 personnes. Il est surpeuplé et bien que les installations se développent (grâce aux récents financements), la rapide augmentation du nombre de réfugiés sature les services. La situation actuelle est déjà critique, mais elle pourrait rapidement empirer. La communauté humanitaire travaille avec des financements réduits. Les récents financements ont permis de garantir que les besoins immédiats soient pris en compte, tels que l'aide alimentaire au Liban. Toutefois, le nombre de personnes affectées augmente, d'où une augmentation des besoins. En Jordanie par exemple, les programmes de transfert monétaire, pour les réfugiés dans les communautés d'accueil, assurent une assistance indispensable, mais même ainsi, les familles de réfugiés s'endettent.

Oxfam doit lutter avec des fonds insuffisants afin d'aider les réfugiés conformément à sa vocation. La générosité de ses sympathisants, les dons du public et des institutions lui permettent d'apporter une aide vitale à des milliers de personnes. Toutefois, l'écart entre ce qu'Oxfam est en capacité de faire actuellement et ce que l'organisation doit faire est l'un des pires qu'elle n'ait jamais connu. Par exemple, Oxfam ne peut pas fournir assez de latrines par rapport au nombre de réfugiés dans les zones du camp de Zaatari où elle travaille et sans plus de fonds, ne pourra pas maintenir les latrines temporaires qu'elle a installées.

Les Palestiniens qui fuient la Syrie ont leurs propres défis à relever. Nombreux sont ceux qui résident dans les camps surpeuplés qui leur sont destinés au Liban, dans de petites maisons avec un accès limité aux services de base.<sup>13</sup> D'après une évaluation récente de l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine, la moitié des ménages interrogés souffrent d'un manque de nourriture et seuls 7 % des réfugiés travaillent.<sup>14</sup>

En Syrie, le nombre de personnes dans le besoin est encore plus important et ne cesse d'augmenter. On estime à 6,8 millions le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire (dont plus de 4 millions sont des déplacés internes) et arriver jusqu'à eux est devenu encore plus difficile depuis février.<sup>15</sup> Les services de base, tels que les écoles, les hôpitaux et les systèmes d'eau et d'assainissement, s'effondrent.<sup>16</sup> Il y a une pénurie de médicaments essentiels.<sup>17</sup> Les épidémies, telles que l'hépatite A et la leishmaniose, sont en augmentation.<sup>18</sup> Les enfants risquent d'être déscolarisés une année de plus. Bien que le CICR travaille beaucoup en coopération avec le Croissant-Rouge arabe syrien, les autres organisations internationales présentes en Syrie sont peu nombreuses, en raison des strictes restrictions d'accès imposées par le gouvernement, des

*L'UNRWA indique qu'elle ne peut pas nous aider plus, car il n'y a pas assez d'argent. Il devrait y en avoir plus. Je n'ai jamais demandé à l'UNRWA de m'aider jusqu'à présent.*

Zeinab, réfugiée palestinienne de Syrie dans le camp de Shatila, au Liban, avril 2013.

barrières administratives et de l'insécurité. Des groupes de Syriens et des organisations locales travaillent pour apporter de l'aide à la fois dans les zones contrôlées par le gouvernement et dans celles qui sont aux mains de l'opposition, mais leurs capacités sont faibles (y compris au sein de l'Unité de coordination des aides de la Coalition nationale syrienne) et il est difficile d'accéder à une aide financière et de l'absorber. Ces défis ont poussé le Conseil de sécurité de l'ONU à appeler au déploiement d'une aide transfrontalière lorsqu'il y a lieu.<sup>19</sup>

# DES BESOINS NON SATISFAITS ET UN FARDEAU INJUSTE

Plus de 440 000 Syriens ont fui vers le Liban<sup>21</sup>, où les réfugiés syriens représentent à présent plus de 10 % de la population.<sup>22</sup> En Europe, une telle proportion représenterait 50 millions de réfugiés syriens dans les pays de l'Union européenne, soit plus que la population espagnole.<sup>23</sup> Aux États-Unis, le nombre de réfugiés syriens représenterait proportionnellement 30 millions, soit beaucoup plus que la population texane.<sup>24</sup> En mars, António Guterres, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a tiré la sonnette d'alarme à propos « d'une véritable menace pour la paix dans la région » en raison du fardeau imposé par la crise des réfugiés.<sup>25</sup>

*Pour le Liban, la crise syrienne est devenue une menace existentielle.*

António Guterres, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, 21 mars 2013<sup>20</sup>

Avec la Jordanie et la Turquie, le Liban a généreusement accueilli la plupart des réfugiés fuyant la Syrie. Le fardeau que cela représente commence à se faire sentir dans ces deux pays et cela est compréhensible. La Jordanie est sur le point de déclarer ses gouvernorats du nord (qui accueillent la plupart des réfugiés) « zone sinistrée » et le Liban a demandé aux autres pays arabes de « partager le fardeau ».<sup>26</sup>

Les pays du Golfe, tels que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont versé un financement important, bien que la nature et la portée de la majorité de l'aide restent floues, car peu d'informations sont disponibles sur son allocation géographique et dans le temps. L'Organisation de la coopération islamique et la Ligue des États arabes disposent tous deux d'informations limitées sur les engagements des pays arabes et du Golfe ou sur les mécanismes par lesquels l'aide est acheminée. Cette absence d'informations entrave la coordination de l'aide entre les différentes organisations humanitaires et d'assistance.

Dans le camp de Zaatari, par exemple, diverses formes d'hébergement étaient à l'origine fournies par les donateurs, allant de différents types de tentes à des « caravanes » préfabriquées. Cela a provoqué une grande confusion et anxiété parmi les réfugiés. Ce problème est à présent pris en charge par des plans visant à uniformiser les types d'hébergement fournis.

En janvier 2013, les États donateurs ont promis 1,5 milliard de dollars en réponse aux appels de l'ONU lors de la Conférence des donateurs pour la Syrie au Koweït, en janvier 2013 (les fonds nécessaires s'élevant à présent à 1,6 milliard de dollars).<sup>27</sup> Trois mois après la clôture de la conférence, seule un peu plus de la moitié<sup>28</sup> (52 %) de la somme promise a effectivement été versée. Le Plan de réponse en assistance humanitaire à la Syrie (SHARP) n'est financé qu'à 61 % et le plan de réponse régional pour la Syrie (RRP), à 47 %.<sup>29</sup>

Certains États ont, bien entendu, donné plus que d'autres et les contributions les plus importantes ont été enregistrées par le système de suivi financier (FTS) de l'ONU en provenance du Koweït, des États-Unis, de la Commission européenne et du Royaume-Uni.<sup>30</sup> Alors que d'autres pays ont également versé des sommes considérables (Japon, Canada et Allemagne), le rythme et le volume globaux des dons internationaux constituent une regrettable mise en accusation de l'ensemble de la communauté internationale. Chaque État donateur devrait s'engager immédiatement à verser tous les fonds qu'il a promis. Ces gouvernements doivent aujourd'hui financer les appels humanitaires de l'ONU à 100 %, de toute urgence, mais également dès le lancement d'un nouvel appel au début du

2<sup>e</sup> semestre 2013, et leurs dons devraient refléter non seulement l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin, mais également prendre en compte les besoins permanents des réfugiés pour plus de six mois à la fois.

L'ONU, l'OCDE et l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que les donateurs du Golfe devraient également se coordonner entre eux, de sorte que tous sachent qui paie, qui reçoit et afin de veiller à ce que l'aide soit aussi efficace et impartiale que possible, car, bien que les appels de l'ONU ne soient pas les seuls mécanismes efficaces pour apporter un soutien, toute aide doit être assurée de manière coordonnée et transparente afin de parvenir jusqu'aux personnes qui en ont le plus besoin. Autrement dit, il est nécessaire de partager des informations sur le lieu et les bénéficiaires des fonds afin d'éviter d'oublier des réfugiés ou de dupliquer les efforts et, par conséquent, d'harmoniser les efforts humanitaires pour apporter une aide ne générant pas de conflits dans les camps ou entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

## LE MINIMUM ABSOLU

En avril 2013, William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères, a déclaré que la crise à laquelle sont confrontés les réfugiés syriens et ceux qui sont restés dans le pays était en voie de devenir la « pire catastrophe humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle ».<sup>31</sup>

Cette annonce pourrait être ou ne pas être vérifiée dans les mois à venir. Néanmoins, il est difficile de ne pas conclure que la réponse internationale au conflit syrien représente l'échec le plus honteux qui soit sur les fronts diplomatique et humanitaire.

La communauté internationale et le Moyen-Orient sont radicalement en désaccord sur la manière dont il faut mettre fin à ce conflit qui empire de jour en jour. Ils doivent trouver un objectif commun avant que des milliers de vies supplémentaires ne soient perdues. Pour ce faire, une percée diplomatique urgente est indispensable.

Pour les millions de personnes ayant besoin d'une aide adéquate, il est tout aussi urgent d'accroître la réponse humanitaire et, à cette fin, il est nécessaire que les États fassent preuve de générosité et honorent leurs promesses de dons, et plus encore. Il est donc indispensable que les organisations humanitaires bénéficient d'un accès sans entrave aux personnes touchées en Syrie, mais également qu'une aide humanitaire plus importante soit assurée au-delà des frontières. Ceux qui ont déjà donné des fonds importants doivent être félicités, mais ne peuvent pas se reposer sur leurs lauriers pour autant. Les besoins estimés il y a quelques mois ont déjà été dépassés. Étant donné que le nombre de personnes frappées par le conflit augmente très rapidement, la réponse doit également être rapide.

Certains gouvernements et organisations humanitaires ont déjà fait tout leur possible. De nombreux particuliers ont fait preuve d'un courage et d'un engagement exceptionnels pour acheminer de l'aide aux Syriens dans le besoin.

Toutefois, dans l'ensemble, le monde a croisé les bras et a assisté à l'aggravation de la crise humanitaire et du conflit syriens jusqu'à ce qu'ils prennent des proportions que personne n'aurait imaginées deux ans plus tôt. Il est désormais temps d'accentuer la réponse humanitaire.

*Mon fils a 6 éclats d'obus dans le crâne. Il faut l'opérer ! Personne ne nous aide.*

Zeinah, réfugiée au Liban, avril 2013

*Je n'ai pas de réponse pour les Syriens avec qui j'ai parlé et qui m'ont demandé pourquoi le monde les avait abandonnés.*

Valérie Amos, Coordonnatrice des secours d'urgence, 18 avril 2013<sup>32</sup>

# RECOMMANDATIONS

## Les donateurs internationaux doivent :

- agir immédiatement pour veiller à ce que les promesses soient honorées aussi rapidement que possible et fournir des fonds supplémentaires pour répondre aux besoins vertigineux des réfugiés comme des communautés hôtes, ainsi que des personnes restées en Syrie, dans les zones contrôlées par le gouvernement aussi bien que dans celles aux mains de l'opposition. Ces fonds doivent être acheminés par le biais d'un ensemble de mécanismes de financement, y compris via l'ONU, les ONG et les États ;
- faire tout leur possible pour encourager le gouvernement syrien et la Coalition nationale syrienne à lever les barrières administratives et autres obstacles afin que l'ONU et les ONG internationales puissent accéder aux personnes affectées et aux déplacés internes en Syrie, y compris grâce à des opérations transfrontalières depuis les pays voisins, pour veiller à ce qu'ils reçoivent l'aide humanitaire nécessaire en toute transparence et impartialité ;
- coordonner l'aide avec les plans de réponse humanitaire et être transparents à propos du fléchage du financement humanitaire. L'Organisation de la coopération islamique devra jouer un rôle en vue de faciliter la coordination entre les donateurs du Golfe et l'ONU ;
- La Ligue des États arabes doit pousser tous les pays arabes ayant pris des engagements en faveur de la crise syrienne, à faire preuve de transparence et à partager les informations concernant leurs engagements et les mécanismes qu'ils développeront pour tenir leurs promesses.
- veiller à ce que le financement soit accordé, en toute impartialité, sur la base des besoins, quels qu'en soient les bénéficiaires ou l'autorité qui contrôle le territoire où est destinée l'aide. Les États donateurs ne doivent pas classer les groupes par priorité ;
- veiller à ce que le financement ne soit pas exclusivement centré sur un groupe de réfugiés. Les besoins des réfugiés syriens et palestiniens, ainsi que des rapatriés libanais, doivent être satisfaits équitablement, tout comme ceux des personnes non enregistrées ou en attente d'enregistrement ;
- veiller à ce qu'un financement flexible et à plus long terme soit disponible pour permettre aux agences humanitaires de planifier et de se préparer efficacement à répondre aux besoins croissants et en évolution permanente des hommes, femmes et enfants touchés par la crise, notamment le besoin de divers moyens de subsistance durables.

## NOTES

- 1 Le nom des réfugiés cités dans le présent document ont été modifiés par souci de protection.
- 2 <http://www.irinnews.org/Report/97877/Promised-aid-funding-for-Syria-reaches-half-way-point> (en anglais)
- 3 L'UNHCR estime à 1,3 million le nombre de « personnes du ressort du HCR » et à 1 million le nombre de réfugiés, <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php> et « Réponse Régionale à la crise des Réfugiés en Syrie » de l'UNHCR, 14-20 mars 2013.
- 4 Conseil norvégien pour les réfugiés (2013), « Réponse à la crise des réfugiés en Syrie », 9 avril 2013. [www.nrc.no/syriaresponse](http://www.nrc.no/syriaresponse) (en anglais)



- 5 <http://www.dailystar.com.lb/News/Local-News/2013/Apr-19/214298-lebanon-projects-12m-syrian-refugees-in-country-by-end-of-year.ashx#axzz2RBEsw8iu> (en anglais)
- 6 UNHCR : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php> (en anglais) en date du 11 avril 2013
- 7 <http://www.trust.org/alertnet/news/number-of-syrians-in-need-rises-to-68-million-un-aid-chief/> (en anglais)
- 8 Amnesty International, « Syria: Government bombs rain on civilians » et « Syria: Summary killings and other abuses by armed opposition groups », 14 mars 2013, tous deux disponibles (en anglais et en arabe) à l'adresse : <http://www.amnesty.org/fr>
- 9 <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-21995400> (en anglais)
- 10 « Réponse Régionale à la crise des Réfugiés en Syrie » de l'UNHCR, 14-20 mars 2013.
- 11 « Réponse Régionale à la crise des Réfugiés en Syrie » de l'UNHCR, 14-20 mars 2013.
- 12 Oxfam, « Integrated assessment in Host Communities: Emergency Food Security and Livelihoods; Water, Sanitation and Hygiene; Protection », mars 2013
- 13 UNRWA needs assessment, février 2013
- 14 UNRWA needs assessment, février 2013
- 15 OCHA, « Security Council Briefing on Syria », 18 avril 2013, <https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/USG%20Amos%20Security%20Council%20on%20Syria%2018%20April%202013%20CAD.pdf> (en anglais)
- 16 OCHA, « Humanitarian Bulletin, Syria », 5-18 mars 2013.
- 17 OCHA, « Humanitarian Bulletin, Syria », 5-18 mars 2013.
- 18 OCHA, « Humanitarian Bulletin, Syria », 5-18 mars 2013.
- 19 Conférence de presse du CSONU, 18 avril 2013.
- 20 Huffington Post, 22 mars 2013 : [http://www.huffingtonpost.com/2013/03/22/antonio-guterres-syria-crisis-lebanon\\_n\\_2934857.html](http://www.huffingtonpost.com/2013/03/22/antonio-guterres-syria-crisis-lebanon_n_2934857.html) (en anglais)
- 21 Conseil norvégien pour les réfugiés (2013), « Réponse à la crise des réfugiés en Syrie », 9 avril 2013. [www.nrc.no/syriaresponse](http://www.nrc.no/syriaresponse).
- 22 D'après les données démographiques de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL> (en anglais). Si les réfugiés non enregistrés étaient inclus, ce pourcentage serait nettement supérieur.
- 23 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=tps00001&tableS\\_election=1&footnotes=yes&labeling=labels&plugin=1](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=tps00001&tableS_election=1&footnotes=yes&labeling=labels&plugin=1) (en anglais)
- 24 [http://www2.census.gov/geo/maps/dc10\\_thematic/2010\\_Profile/2010\\_Profile\\_Map\\_Texas.pdf](http://www2.census.gov/geo/maps/dc10_thematic/2010_Profile/2010_Profile_Map_Texas.pdf) (en anglais)
- 25 Washington Post, 22 mars 2013, cité dans Conseil norvégien pour les réfugiés (2013), « Réponse à la crise des réfugiés en Syrie », 9 avril 2013 : [www.nrc.no/syriaresponse](http://www.nrc.no/syriaresponse) (en anglais)
- 26 <http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/lebanon-calls-for-help-in-dealing-with-massive-influx-of-syrian-refugees-8552211.html> (en anglais)
- 27 <http://www.globalhumanitarianassistance.org/wp-content/uploads/2013/02/gha-2013-briefing-funding-to-the-Syria-crisis-II.pdf> (en anglais)
- 28 [fts.unocha.org](http://fts.unocha.org), ainsi que des informations sur le financement qui seront annoncées et enregistrées sur la feuille de suivi FTS
- 29 <https://docs.google.com/spreadsheet/pub?key=0AusGu5uwbtt-dEp0eHRzcWdVd2hBQmpBVWwxUHRjcUE&single=true&gid=0&output=html> (en anglais)
- 30 <http://fts.unocha.org> (en anglais) en date du 13 avril 2012
- 31 William Hague (2013), Prospect magazine foreign affairs event, Londres, 15 avril 2013, <http://www.prospectmagazine.co.uk/blog/william-hague-prospect/> (en anglais)
- 32 OCHA, « Security Council Briefing on Syria », 18 avril 2013, *op. cit.*

© Oxfam International, avril 2013

Ce document a été rédigé par Lara El Jazairi. Oxfam remercie Ebenezer Kumi, Claire Seaward et Edmund Cairns pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel :  
[policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-319-3 en avril 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Intermon Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visitez [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)